

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2017/14130]

26 OCTOBRE 2017. — Arrêté royal allouant une subvention au Comité Organisateur de concours régionaux de Bétail Bovin Nord Lux

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2017, le programme 25.54.0;

Considérant l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations, l'article 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 7 juin 1994;

Considérant la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 48 et 121 à 124;

Considérant la décision du Ministre de l'Agriculture d'octroyer une subvention au Comité Organisateur de concours régionaux de Bétail Bovin Nord Lux ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Une subvention de mille euros (1000 euros), à imputer à charge du crédit inscrit à l'adresse budgétaire 25.54.04.3300.01 du budget du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement pour l'année budgétaire 2017, est allouée au Comité Organisateur de concours régionaux de Bétail Bovin Nord Lux, Plateau du Soleil 56, à 6940 Septon, pour la promotion du bétail bovin de la race BBB, le 1<sup>er</sup> octobre 2017.

Ce montant sera versé sur le compte BE66 1031 0873 4543.

**Art. 2.** Les pièces justificatives, prouvant l'exécution du projet pour lequel cette subvention est accordée, doivent être présentées le 15 décembre 2017 au plus tard à la Direction générale Animaux, Végétaux et Alimentation, Place Victor Horta 40 bte 10, 1060 Bruxelles.

**Art. 3.** Le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 octobre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,  
D. DUCARME

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

[C – 2017/14130]

26 OKTOBER 2017. — Koninklijk besluit tot toekenning van een toelage aan "Comité Organisateur de concours régionaux de Bétail Bovin Nord Lux"

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 december 2016 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2017, programma 25.54.0;

Overwegende het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen, artikel 1, vervangen bij de wet van 7 juni 1994;

Overwegende de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, de artikelen 48 en 121 tot 124;

Overwegende de beslissing van de Minister van Landbouw om een subsidie toe te kennen aan "Comité Organisateur de concours régionaux de Bétail Bovin Nord Lux";

Op de voordracht van de Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een toelage van duizend euro (1000 euro), aan te rekenen op het krediet voorzien op het budgettaire adres 25.54.04.3300.01 van de begroting van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 2017, wordt toegekend aan het "Comité Organisateur de concours régionaux de Bétail Bovin Nord Lux", Plateau du Soleil 56, te 6940 Septon voor de promotie van rundvee van het ras 'BBB' op 1 oktober 2017.

Dit bedrag zal gestort worden op het rekeningnummer BE66 1031 0873 4543.

**Art. 2.** De bewijsstukken tot staving van de uitvoering van het project waarvoor de toelage wordt toegekend, dienen uiterlijk op 15 december 2017 voorgelegd te worden aan het Directoraat-generaal Dier, Plant en Voeding, Victor Hortaplein 40 bus 10, 1060 Brussel.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 oktober 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,  
D. DUCARME

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2017/31575]

31 OCTOBRE 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, les articles 21bis et 21ter, § 2, 1<sup>o</sup>, modifiés en dernier lieu par la loi du 15 mai 2014;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mars 2017;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée le 23 mai 2017, conformément aux articles 6, § 1<sup>er</sup>, et 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mai 2017;

Vu la concertation avec les Régions tenue le 25 octobre 2017;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2017/31575]

31 OKTOBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 21bis en 21ter, § 2, 1<sup>o</sup>, laatst gewijzigd door de wet van 15 mei 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 13 maart 2017;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd op 23 mei 2017, overeenkomstig de artikelen 6, § 1, en 7, § 1, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 29 mei 2017;

Gelet op het overleg met de Gewesten op 25 oktober 2017;

Vu l'avis 61.634/3 du Conseil d'Etat, donné le 5 juillet 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Energie et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 4bis, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité, inséré par l'arrêté royal du 27 mars 2009 et confirmé par la loi du 15 décembre 2009, les mots « articles 5 à » sont remplacés par les mots « articles 6 et ».

**Art. 2.** Dans l'article 4ter du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 27 mars 2009 et confirmé par la loi du 15 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le paragraphe 2 est abrogé;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots « certifiées par un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable, » sont insérés entre les mots « créances de cotisation fédérale irrécouvrables, » et les mots « avec la preuve des mesures légales entreprises »;

3<sup>o</sup> l'article 4ter est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Lors de la clôture annuelle de leurs comptes, les gestionnaires de réseau de distribution communiquent à la commission l'écart, certifié par un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable, entre les produits et les charges de cotisation fédérale facturée à leurs clients conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, compte tenu notamment :

1<sup>o</sup> du taux de pertes dans leur réseau;

2<sup>o</sup> de la production décentralisée d'électricité injectée dans leur réseau.

Cet écart est calculé sans tenir compte des augmentations appliquées, le cas échéant, conformément aux paragraphes 3 et 4.

Les gestionnaires de réseau de distribution communiquent dans un délai de quinze jours calendrier toute information demandée par la commission relative notamment au niveau des pertes de réseau et de la production décentralisée.

Si l'écart entre les produits et les charges de cotisation fédérale est négatif, la commission rembourse le gestionnaire de réseau de distribution concerné de la différence, au plus tard le vingtième jour du mois qui suit celui au cours duquel le montant qui lui sera remboursé lui a été notifié par la commission. La commission rembourse ce montant à l'aide des moyens disponibles dans les différents fonds au prorata des valeurs unitaires des différentes composantes de la cotisation fédérale due pour l'année concernée. Si un ou plusieurs fonds ne sont pas suffisamment alimentés pour effectuer le remboursement, celui-ci est différé pour la part de ce fonds ou de ces fonds jusqu'à ce que le ou les fonds concernés soient à nouveau suffisamment alimentés.

Si l'écart entre les produits et les charges de cotisation fédérale est positif, le gestionnaire de réseau de distribution concerné acquitte la différence à la commission au plus tard le vingtième jour du mois qui suit celui au cours duquel le montant à payer lui a été notifié par la commission. La commission répartit le montant perçu entre les différents fonds au prorata des valeurs unitaires des différentes composantes de la cotisation fédérale due pour l'année concernée. »

**Art. 3.** Dans l'article 4quater, § 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 27 mars 2009 et confirmé par la loi du 15 décembre 2009, les mots « aux articles 5, § 3, et 6, § 6 » sont remplacés par les mots « à l'article 6, § 6 ».

**Art. 4.** Dans le même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 7 décembre 2016, il est inséré un article 4quinquies rédigé comme suit :

« Art. 4quinquies. Chaque année, et au plus tard le 30 juin, l'entreprise d'électricité facturant la cotisation fédérale au client final et qui a introduit l'année précédente auprès de la commission une ou plusieurs demandes de remboursement, d'exonération et/ou de diminution de cotisation fédérale, lui transmet une attestation du réviseur d'entreprise ou de l'expert-comptable qui certifie les montants qui ont été réclamés à la commission.

Gelet op advies 61.634/3 van de Raad van State, gegeven op 5 juli 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 4bis, § 1, van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 maart 2009 en bekrachtigd bij de wet van 15 december 2009, worden de woorden "artikelen 5 tot" vervangen door de woorden "artikelen 6 en".

**Art. 2.** In artikel 4ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 maart 2009 en bekrachtigd bij de wet van 15 december 2009 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> paragraaf 2 wordt opgeheven;

2<sup>o</sup> in paragraaf 4, tweede lid, wordt de zinsnede "gecertificeerd door een bedrijfsrevisor of een accountant" ingevoegd tussen de woorden "schuldvorderingen van federale bijdrage" en de woorden "alsook het bewijs van de ondernomen wettelijke stappen";

3<sup>o</sup> artikel 4ter wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende :

"§ 5. Bij de jaarlijkse afsluiting van hun rekeningen bezorgen de distributienetbeheerders aan de commissie het door een bedrijfsrevisor of een accountant gecertificeerde verschil tussen de opbrengsten en de kosten van de aan hun klanten gefactureerde federale bijdrage, overeenkomstig paragraaf 1, rekening houdend met onder andere :

1<sup>o</sup> het verliespercentage in hun net;

2<sup>o</sup> de in het net geïnjecteerde gedecentraliseerde productie van elektriciteit,

Dit verschil wordt berekend zonder rekening te houden met de verhogingen die in voorkomend geval worden toegepast in overeenstemming met paragrafen 3 en 4.

De distributienetbeheerders maken alle door de commissie gevraagde informatie over onder andere het niveau van de netverliezen en de gedecentraliseerde productie over binnen een termijn van 15 kalenderdagen.

Indien het verschil tussen de opbrengsten en kosten van de federale bijdrage negatief is, gaat de commissie over tot de terugbetaling van het verschil aan de distributienetbeheerder, uiterlijk op de twintigste dag van de maand die volgt op de maand waarin de commissie hem het te betalen bedrag heeft meegedeeld. De commissie betaalt dit bedrag terug aan de hand van de beschikbare middelen uit de verschillende fondsen pro rata de eenheidswaarden van de verschillende componenten van de verschuldigde federale bijdrage voor het betreffende jaar. Indien een of meerdere fondsen niet genoeg middelen bevatten om de terugbetaling uit te voeren, wordt de terugbetaling voor het aandeel van dat fonds of die fondsen uitgesteld tot de nodige middelen weer in het fonds of de fondsen voorhanden zijn.

Indien het verschil tussen de opbrengsten en kosten van de federale bijdrage positief is, gaat de distributienetbeheerder over tot de betaling van het verschil aan de commissie, uiterlijk op de twintigste dag van de maand die volgt op de maand waarin de commissie hem het te betalen bedrag heeft meegedeeld. De commissie verdeelt het ontvangen bedrag tussen de verschillende fondsen pro rata de eenheidswaarden van de verschillende componenten van de verschuldigde federale bijdrage voor het betreffende jaar."

**Art. 3.** In artikel 4quater, § 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 maart 2009 en bekrachtigd bij de wet van 15 december 2009, worden de woorden "in artikelen 5, § 3, en 6, § 6" vervangen door de woorden "in artikel 6, § 6".

**Art. 4.** In hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 7 december 2016, wordt een artikel 4quinquies ingevoegd, luidende :

"Art. 4quinquies. Elk jaar, en uiterlijk op 30 juni, maakt het elektriciteitsbedrijf dat de federale bijdrage factureert aan de eindafnemer en dat het jaar ervoor één of meerdere aanvragen tot terugbetaling, vrijstelling en/of vermindering van de federale bijdrage ingediend heeft bij de commissie, een attest over aan de commissie, dat opgemaakt werd door de bedrijfsrevisor of accountant, die de bedragen die gevraagd werden aan de commissie certificeert.

Si les montants certifiés ne correspondent pas aux montants réclamés l'année précédente, une régularisation sera opérée entre la commission et l'entreprise d'électricité. »

**Art. 5.** Dans l'article 6 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 27 mars 2009 et confirmé par la loi du 15 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « après l'application des dispositions de l'article 5 et » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 5, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « février » est remplacé par le mot « mars », et l'alinéa est complété par les mots « , le tout certifié par un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable »;

3° au paragraphe 6, alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase « Ces informations sont communiquées en même temps que celles requises par l'article 5, § 3, en vue d'obtenir le remboursement des mesures d'exonération » est abrogée.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Art. 7.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 31 octobre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Energie,  
M. C. MARGHEM

Indien de gecertificeerde bedragen niet overeenkomen met de gevraagde bedragen van het jaar ervoor, dan zal er een herziening georganiseerd worden tussen de commissie en het elektriciteitsbedrijf."

**Art. 5.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 27 maart 2009 en bekrachtigd bij de wet van 15 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de 1e paragraaf worden de woorden "na toepassing van de bepalingen van artikel 5 en" opgeheven;

2° in paragraaf 5, eerste lid, wordt het woord "februari" vervangen door het woord "maart", en het lid wordt aangevuld met de woorden " , dit alles gecertificeerd door een bedrijfsrevisor of accountant";

3° in paragraaf 6, eerste lid, wordt de zin "Deze inlichtingen worden tegelijk verstrekt met deze vereist door artikel 5, § 3, om de terugbetaling van de vrijstellingsmaatregelen te bekomen" opgeheven.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

**Art. 7.** De Minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 31 oktober 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Energie,  
M. C. MARGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2017/31573]

17 JUILLET 2017. — Arrêté ministériel portant agrément de la s.a. Nord Pool en qualité de gestionnaire d'un marché d'échange de blocs d'énergie

La Ministre de l'Energie,

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, notamment l'article 18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et l'alinéa 4, 1° modifié par la loi du 8 janvier 2012;

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 2005 relatif à la création et à l'organisation d'un marché belge d'échange de blocs d'énergie, notamment l'article 3, § 3;

Vu la lettre de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz le 15 juin 2017;

Vu l'avis de l'Autorité belge des Services et Marchés financiers (FSMA), donné le 28 juin 2017;

Considérant que la s.a. Nord Pool a introduit le 16 mai 2017 une demande d'agrément comme gestionnaire d'un marché d'échange de blocs d'énergie dans laquelle la s.a. Nord Pool confirme satisfaire les conditions d'agrément fixées par l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 20 octobre 2005 précité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La s.a. Nord Pool, dont le siège social est établi Vollsveien, 17 B, PO Box 121 à 1366 Lysaker en Norvège, est agréée en qualité de gestionnaire d'un marché d'échange de blocs d'énergie, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 20 octobre 2005 relatif à la création et à l'organisation d'un marché belge d'échange de blocs d'énergie.

**Art. 2.** La s.a. Nord Pool s'engage à satisfaire en permanence aux conditions d'agrément énumérées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 20 octobre 2005 précité.

**Art. 3.** Le gestionnaire du marché organise un dialogue permanent avec les participants et candidats qui sont actifs sur le marché. Pour ce faire, le gestionnaire du marché veille notamment à mettre en place un groupe de travail spécifique, à y inviter les participants et candidats et à communiquer au ministre les observations ou recommandations qui en émanent. Ces observations ou recommandations ne peuvent en aucun cas modifier ou remplacer une ou plusieurs des dispositions du présent arrêté ou du règlement de marché.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2017/31573]

17 JULI 2017. — Ministerieel besluit betreffende de erkenning van de n.v. Nord Pool als marktbeheerder voor de uitwisseling van energieblokken

De Minister van Energie,

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, inzonderheid artikel 18, § 1, lid 1, 3° en lid 4, 1°, gewijzigd bij de wet van 8 januari 2012;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 oktober 2005 met betrekking tot de oprichting en de organisatie van een Belgische markt voor de uitwisseling van energieblokken, met name het artikel 3, § 3;

Gelet op de brief van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas van 15 juni 2017;

Gelet op het advies van de Belgische Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA), gegeven op 28 juni 2017;

Overwegende dat de n.v. Nord Pool op 16 mei 2017 een aanvraag tot erkenning als marktbeheerder voor de uitwisseling van energieblokken heeft ingediend waarbij wordt bevestigd dat de n.v. Nord Pool voldoet aan de voorwaarden tot erkenning zoals bepaald in artikel 4, § 1 van het voornoemd koninklijk besluit van 20 oktober 2005,

Besluit :

**Artikel 1.** De n.v. Nord Pool, met maatschappelijke zetel gevestigd te Vollsveien, 17 B, PO Box 121, 1366 Lysaker in Noorwegen, wordt erkend als marktbeheerder voor de uitwisseling van energieblokken overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 oktober 2005 met betrekking tot de oprichting en de organisatie van een Belgische markt voor de uitwisseling van energieblokken.

**Art. 2.** De n.v. Nord Pool verbindt zich ertoe te allen tijde aan alle voorwaarden tot erkenning, opgesomd in artikel 4, § 1 van het voornoemde koninklijk besluit van 20 oktober 2005, te voldoen.

**Art. 3.** De marktbeheerder organiseert een permanente dialoog met de deelnemers en kandidaat-deelnemers die op de markt actief zijn. Te dien einde, ziet de marktbeheerder er onder meer op toe dat een specifieke werkgroep wordt opgericht waarvoor de betrokken deelnemers en kandidaat-deelnemers worden uitgenodigd en dat de opmerkingen of aanbevelingen, die uit deze werkgroep voortvloeien, aan de minister worden meegedeeld. Deze opmerkingen of aanbevelingen kunnen onder geen beding één of meerdere bepalingen van het huidige besluit of van het marktreglement wijzigen of vervangen.